**Rapport semestriel de suivi et évaluation**

**(Situations au 31 décembre 2009)**

**PROgramme de Soutien aux Poles de micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales**

**- PROSPERER -**

**A. Avancement d’exécution**

*Cette partie sert à rendre compte de l’état d’avancement du projet, aussi bien de ses réalisations physiques que financières,* ***par composante****. Les annexes 1 à 4 se rapportent à cette partie et reprennent les indicateurs quantitatifs.*

|  |
| --- |
| **Exécution prévue pour le semestre écoulé (sur la base du PTBA)** |
| **Composante 1** - **IDENTIFICATION ET MOBILISATION DES MER, DES PER ET STRUCTURATION DES INTERPROFESSIONS**  ***Sous composante 11 :*** ***Inventaire régional- Validation des MER et des PER- Dispositif d’appui local***   * Etudes-diagnostic régionales sur une quinzaine de filières et clusters, diagnostics de leurs besoins et élaboration participative de plans de développement par filière et par cluster ; * Mise en place de 19 GUMS/IF au niveau des districts qui seront animés par deux conseillers d’entreprise, véritables interfaces terrain du Programme ; * Elaboration d’au moins 41 000 profils individuels des MER et mise en place d’une base de données des MER, des PER existantes avec bilan des besoins et préparation de plans d’entreprise ; * Validation d’au moins 13 200 MER bénéficiaires sur la base de critères de taille minimum de l’activité (volume produit, investissement/équipement mobilisé) et de comportement micro-économique (intégration marché/filière/cluster, création de valeur ajoutée).   ***Sous composante 12 : Renforcement des structures professionnelles et de l’interface Public-Privé***   * Renforcement des capacités opérationnelles régionales du partenariat public et privé des 5 antennes gérées par la FCCI avec la mise en place des Equipes Régionales/Foibe Fanoitra Rezionaly (EPR/FFR) pour assurer leur rôle d’antenne régionale, incluant la participation des directions de tutelle (DRDE, DRDR); * Renforcement des organisations de base, appui à l’émergence d’une dizaine d’organisations professionnelles et à la promotion de cinq (5) PCAF régionales ou interrégionales en lien avec les associations professionnelles, les chambres de métiers, les CCI, le CENAM et le CERAM.   **COMPOSANTE 2 - SERVICES D’APPUI AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES ET FORMATION PROFESSIONNELLE**  ***Sous composante 21 : Services d’appui adaptés aux micro-entreprises rurales existantes***   * Renforcement de capacités des PSE * 50 formateurs (PSE) formé en diagnostic ; * 75 formateurs (PSE) mis à niveau en technique et qualité ; * 25 formateurs (PSE) mis à niveau en marketing et commercialisation ; * 75 formateurs (PSE) en gestion. * Renforcement de capacités techniques, de gestion et en marketing des MER/PER existantes * 2 000 MER/PER formées en technique et qualité ; * 3 000 MER/PER formées en gestion ; * 1 200 MER/PER formées en marketing et commercialisation.   ***Sous composante 22 : Renforcement des structures professionnelles et de l’interface Public-Privé***   * Renforcement de capacités des PSE en alphabétisation * 5 PSE formateurs en alphabétisation des jeunes ; * 12 PSE formateurs en alphabétisation des adultes ; * 76 alphabétiseurs formés. * Alphabétisation des jeunes et adultes ruraux * 570 Jeunes alphabétisés (30 jeunes ruraux par site) ; * 570 Adultes alphabétisés (30 adultes ruraux par site). * Apprentissage des jeunes ruraux. * 500 jeunes apprentis mis en apprentissage ; * 100 MER/PER hôtes identifiés et ayant accueilli les apprentis.   **COMPOSANTE 3 - FINANCES RURALES ET GESTION DES RISQUES**  ***Sous composante 31 : Accès aux crédits***   * Facilitation de l’accès aux services financiers pérennes pour les MER par la création de 12 nouvelles caisses et le renforcement des services administratifs locaux; * Renforcement de l’engagement du secteur financier en soutien aux investissements des MER par la mise en place de la Facilité d’Investissement Rural ;   ***Sous composante 32 : Outils de gestion des risques***   * Diversification des produits financiers par la mise en place du FAPEX ; * Contribution à l’opérationnalisation du groupe de réflexion sur les financements agricoles et ruraux mise à disposition d’une politique et des stratégies adaptées aux financements agricoles et rurales.   **COMPOSANTE 4 - INFRASTRUCTURES DE MARCHE ET INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS**  ***Sous composante 41: Infrastructures publiques***   * 70 % des travaux réalisés sur les 110 km de piste et/ou voie de raccordement, soit 50% des pistes prévues pour toute la durée du Programme ; * Travaux réalisées pour 5 sites d’adduction d’eau.   ***Sous composante 42: Investissements collectifs de soutien aux filières***     * 5 points de vente/pavillons d’exposition mis en place et fonctionnels ; * 10 Groupes électrogènes et 5 kits panneaux solaires fonctionnels ; * 7 bâtiments pour atelier de transformation/ conditionnement/ stockage et salle d’exposition construits.  COMPOSANTE 5 : SUIVI-EVALUATION, CAPITALISATION ET COMMUNICATION ***Sous composante 51: Planification et Suivi-évaluation***   * La consolidation des activités du Programme ; * L’opérationnalisation du système de suivi et évaluation.   ***Sous composante 52: Capitalisation de savoirs et communication***   * La promotion des outils et moyens de communication en milieu rural. |
|  |

|  |
| --- |
| **Exécution réalisée pendant le semestre écoulé** |
| **COMPOSANTE 1 : IDENTIFICATION ET MOBILISATION DES MER, DES PER ET STRUCTURATION DES INTERPROFESSIONS**  **En termes d’activités**  Au plan de réalisations physiques, le taux de réalisation de la composante se chiffre à 89,23%. Au vu ce taux élevé, on peut en déduire que le programme a concentré beaucoup plus ses efforts à la réalisation des activités liées à la composante 1 puisqu’ elle conditionne la mise en exécution des autres composantes. Mais par rapport au calendrier initial, la mise en œuvre de la composante a connu des retards accumulés au début de l’année suite à la crise politique.  Sous composante 11 : INVENTAIRE REGIONAL, VALIDATION DES MER, DES PER ET DISPOSITIF D’APPUI LOCAL   * 15 Plans de développement des filières sont élaborés à raison de 3 filières par région. Ces plans serviront évidemment de bonne base pour développer les filières prioritaires afin de créer des pôles de croissance. Pour l’instant ces plans ne peuvent pas être considérés comme des documents engageant l’ensemble des parties prenantes concernées que s’ils ne seront pas traduits en malgache et distribués aux acteurs concernés mais aussi que si les plateformes de concertation et d’appui aux filières (PCAF) qui devraient porter leur élaboration puis leur mise en œuvre ne sont encore en place ou sont émergentes. * 18 IVO FANOITRA/GUMS sont mis en place. Il ne reste plus qu’à mettre en place un IF dans le district d’Arivonimamo. Les 38 CE ont été recrutés, formées et ont pris leurs fonctions en janvier 2009.  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | |  | **SEMESTRE 1** | **SEMESTRE 2** | **TOTAL** | | IF/GUMS mis en place | 09 | 09 | 18 |  * 33 039 MER sont inventoriées au cours de l’année 2009 et parmi eux, 14 419 MER sont validées. Au cours de l’année 2009, les efforts des CE sont focalisés sur les activités d’identification, de validation et d’organisation des formations à dispenser aux MER/PER au détriment de l’appui/accompagnement qui constitue pourtant la mission première du CE. Ceci est assez normal dans cette phase de lancement qui a pris fin cette 2009. Il fallait tout d’abord avoir une bonne connaissance des MER existantes avant de leur fournir les appuis conseils requis. Mais, cette tendance devra cependant être inversée à partir de l’année 2010.  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | |  | **SEMESTRE 1** | **SEMESTRE 2** | **TOTAL** | | MER INVENTORIEES | 27 722 | 5317 | 33 039 | | MER VALIDEES | 3 434 | 10 995 | 14 419 |  * Parmi les MER validées, On compte actuellement 2 994MER ayant un Bilan-Plan d’entreprise (BPE) et 34 MER ayant Business Plan élaborés. Ces outils renferment la vision de l’entrepreneur dans la conduite de l’activité.   Sous composante 12 : RENFORCEMENT DES STRUCTURES PROFESSIONNELLES ET DE L’INTERFACE PUBLIC-PRIVE   * Les équipes régionales de PROSPERER sont déjà actives et bien intégrées dans un partenariat public-privé. Dans chacune des cinq régions d’intervention, les CCI sont renforcées pour assurer la maîtrise d‘œuvre du Programme. Des partenaires issus des directions régionales du MAEP et du MECI et assurant un lien opérationnel avec le Programme sont également renforcées. Dans ce sens, 92 agents du CCI, DRDR et DRDR sont formés différents thèmes à savoir : la culture entrepreneuriale, trade map et product map, …  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | |  | **SEMESTRE 1** | **SEMESTRE 2** | **TOTAL** | | Agents formés | 64 | 28 | 92 |  * Parmi les 733 AGB et 31 OP inventoriées, 211 AGB et 16 OP sont formées sur la consolidation dans la gestion de leurs organisations et l’accès groupée au marché. En ce qui concerne les PCAF ou l’embryon des PCAF, certaines plateformes et/ou fédérations impliquées dans les filières sélectionnées font déjà l’objet d’une attention particulière de la part du Programme entre autres de la filière cultures maraîchères dans l’Analamanga, de la filière soie dans l’Itasy, de la filière huile essentielle dans la Haute Matsiatra, de la filière miel dans le Vatovavy-Fitovinany et de la filière raphia dans la Sofia.   **En termes de Produits issus des activités**  Tous les Produits issus de la mise en œuvre de ces activités ne sont pas encore atteints en 2009 faute de retard de démarrage dû à la crise politique. Pourtant les produits ci-après sont déjà palpables :   * Plus de 33 000 MER validées sont informées et Plus de 14 000 MER sollicitent l’appui du Programme, * Les capacités opérationnelles des CCI, DRDR, DRDE, sont renforcées.   Les autres produits relatifs aux renforcements des capacités opérationnelles des associations, des groupements de base et des organisations professionnelles, aux plans de développement qui soutiennent le développement des MER/PER et enfin à l’opérationnalisation des Plateformes intégrants les AGB, OP et les corps de métiers ne seront pas atteints qu’en 2010.  **COMPOSANTE 2 : SERVICE D’APPUI AUX MICRO ENTREPRISES ET FORMATION PROFESSIONNELLE**  **En termes d’activités**  Au plan de réalisations physiques, le taux de réalisation de la composante se chiffre à plus de 90%. Au vu ce taux élevé, on peut en déduire qu’au même titre que la composante 1, le programme a déployé aussi ses efforts à la réalisation des activités liées à cette composante. Notons qu’à travers de son exécution, le Programme puisse jouer leur rôle de levier pour le développement des MER et puisse toucher directement les cibles qui sont les MER. Mais par rapport au calendrier initial, la mise en œuvre de la composante a connu aussi des retards accumulés au début de l’année suite à la crise politique.  Sous composante 21 : SERVICES D’APPUI ADAPTES AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES EXISTANTES     * 432 PSE locaux en services d’appui aux MER et plus de 200 producteurs leader futur PSE en technique qualité sont identifiés, parmi eux le tableau ci-dessous résume le nombre des PSE formés et agréés par thème :  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | **Thèmes** | **Formés** | | | **Agréés** | | | | **Semestre 1** | **Semestre 2** | **Total** | **Semestre 1** | **Semestre 2** | **Total** | | Diagnostic | 28 | 42 | 70 | - | - | - | | Technique et qualité | 38 | 286 | 324 | - | 32 | 32 | | Gestion et comptabilité simplifiées | 53 | 42 | 95 | - | 56 | 56 | | Marketing et commercialisation | 53 | 15 | 68 | - | 48 | 48 | | Culture entrepreneuriale et culture d’épargne et de crédit | 24 | - | 24 | - | 24 | 24 | | Business Plan | 25 | - | 25 | - | 47 | 47 |   Les objectifs quantitatifs prévus dans le PTBA 2009 ont été atteints et même dépassés dans la plupart des cas. Certaines formations non prévues initialement ont été réalisées. Celles-ci incluent la culture entrepreneuriale, la culture d’épargne/crédit, et l’élaboration d’un business plan. Dans l’ensemble, le taux d’exécution de l’activité varie entre 100 et 400% suivant les thèmes de formation.   * 7601 MER sont renforcées sur divers thèmes :  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Thèmes** | **Nombre des MER formées** | | | | **Semestre 1** | **Semestre 2** | **Total** | | Technique et qualité | 233 | 2 391 | 2 624 | | Gestion et comptabilité simplifiées | 177 | 2 580 | 2 757 | | Marketing et commercialisation | 31 | 2 180 | 2 211 | | Culture entrepreneuriale | 31 | 3 087 | 3 118 | | Culture d'épargne et de crédit |  | 3059 | 3 059 |   Pour les 3 thèmes : techniques de production et qualité, gestion simplifiée, marketing et commercialisation, les objectifs du projet ont été atteints respectivement à 131,2%, 91,9% et 101%. Environ 19,12% des MER validées (14 419 MER) ont été formées en gestion simplifiée (2 757 MER), 15,33% en marketing et commercialisation (2 211 MER), et 18,19% en techniques de production et qualité (2 624 MER). D’autres formations non prévues dans le PTBA 2009 ont été dispensées aux MER. Il s’agit des formations en culture entrepreneuriale et culture d’épargne/crédit qui ont été dispensées à environ 21% des MER validées.  Mais concernant l’aspect qualitatif du renforcement de capacité des MER/PER, le Programme, pour avoir une meilleure adéquation des offres de formation en fonction de la catégorie des MER/PER, va rapidement prendre en considération le classement des MER validées par catégorie (naissantes, à potentiel, et en croissance). Ceci permettra en effet de fournir des appuis différenciés aux MER en fonction de leur stade de développement. De même, l’élaboration du référentiel harmonisé de formation tenant compte de la typologie des MER figure dans la priorité du Programme pour 2010.  Sous composante 22 : FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGES FONDAMENTAUX   * Les objectifs de renforcement des capacités des PSE en alphabétisation prévus dans le PTBA 2009 ont été atteints à 92% (71 PSE formés contre 76 prévus). De même, les objectifs du PTBA 2009 ont été atteints respectivement à 83% pour les jeunes alphabétisés (475 sur 570 prévus) et à 132% pour les adultes (753 sur 570 prévus). La plupart des sessions d’alphabétisation ont démarré en août/septembre 2009. La durée des sessions est respectivement de 6 mois pour les adultes et 13 mois pour les jeunes. Les sessions d’apprentissage ont démarré à partir de juillet 2009. Mais pour garantir la qualité du programme d’alphabétisation et en vue d’évaluer les performances des PSE en alphabétisation, le Programme va recourir aux prestations des encadreurs techniques agréés pour toutes les régions. * Sur les 500 jeunes prévus pour la formation en apprentissage en 2009, 421 ont été formés, soit un taux de réalisation de 84%. Les métiers les plus fréquentés par les apprentis incluent la couture/broderie, la vannerie, la menuiserie, la mécanique auto, et l’apiculture. Pour 2010 des mesures d’accompagnement des apprentis formés devront être prises, notamment la mise à disposition d’un kit de démarrage, la formation en culture entrepreneuriale, l’appui à la création d’entreprise, et la facilitation de l’accès à un crédit « coup de pouce »   **En termes de Produits issus des activités**  Tous les Produits issus de la mise en œuvre de ces activités ne sont pas encore atteints en 2009 faute de retard de démarrage dû à la crise politique. Pourtant le produit ci-après est déjà palpable :   * Les PSE agréés rendent déjà des Services d'appui aux Entreprises (SAE) aux MER/PER validées mais la mesure du pourcentage des PSE ayant vu leurs prestations satisfaisants n’est pas encore disponible qu’à partir du début d’année 2010.   Les autres produits relatifs au taux d’adoption des formations et des innovations ainsi que ses valeurs ajoutées, à l’accompagnement des jeunes à devenir MER et enfin à l’accompagnement des jeunes à leurs insertions professionnelles ne seront pas atteints qu’en 2010.  **COMPOSANTE 3 : FINANCE RURALE ET GESTION DES RISQUES**  **En termes d’activités**  Les débuts des activités de cette composante ont accusé des retards pour les raisons suivantes: la crise politique et la forte ambiance d’insécurité surtout lors du premier trimestre de l’année 2009 et la suspension des Programmes partenaires (Cas de l’IFC). Ainsi, les Principaux objectifs fixés de cette composante pour le PTBA 2009 ne sont pas encore atteints.  Malgré-cela, le programme est sur la bonne voie pour atteindre les objectifs du PTBA 2009 portant sur la mise en œuvre de toutes les activités prioritaires permettant de faciliter l’accès des MER/PER aux services financiers offerts par les réseaux d’institutions de micro-finance.  Sous composante 31 : ACCES AUX CREDITS   * **Densification des réseaux de micro-finance.** Trois IMF ont été retenues pour la densification des réseaux de micro-finance, à savoir CECAM, TIAVO et PAMF. Les conventions sont signées. La création des 12 nouveaux points de services permanents et des 5 nouveaux points de services périodiques ainsi que le renforcement des 34 points de services existants devraient donc démarrer janvier 2010. * **Facilité d’investissement rural (FIR).** L’étude pour la mise en place de la FIR est en cours. Le rapport final devrait être disponible au plus tard mi-janvier 2010. * 03 guichets fonciers sont mis en place dans la région de la Haute Matsiatra en partenariat avec l’ONG FIANTSO**.**   **Renforcement des services de l’Etat civil.** L’élaboration et la signature des conventions de partenariat par région sont effectives au troisième trimestre. La mise en œuvre de l’opération jugement supplétif pour la délivrance des CIN a débuté courant mois de décembre 2010 et continuera au cours du premier trimestre 2010.  Sous composante 32 : OUTILS DE GESTION DES RISQUES   * **Adaptation des produits financiers des IMF aux besoins des MER/PER.** L’étude sur l’adaptation des produits financiers des IMF est en cours. Le consultant prévoit d’achever les formations durant la 1ère semaine de janvier 2010 et le rapport final devrait être disponible mi-janvier 2010. * **Facilité de Partage de Risques (FPR).** Les activités ont connu un certain retard par rapport aux prévisions du PTBA. L’expert international et l’expert national chargés de réaliser l’étude et la mise en place sont sélectionnés. Leur mission est prévue pour démarrer courant janvier 2010. * **Comité technique pour l’orientation du Programme Finance Rurale (CTOP)**. Le CTOP a tenu sa première réunion formelle le 7 octobre 2009 durant laquelle ont été agréés la périodicité des réunions, ses modalités de fonctionnement et un plan d'actions à mener durant le dernier trimestre 2009. Ainsi, il a décidé de conduire : (i) un inventaire/capitalisation des études et des expériences en matière de «finances rurales » à Madagascar; et (ii) la mise en place d’une base de données informatisée des référentiels technico-financiers qui devrait démarrer courant décembre 2009. En outre, grâce à l’appui du Programme, le Service d’Appui à la Micro-finance Rural (SAMFR) a été doté de lots d'équipement & matériels informatiques, et la responsable du SAMFR a aussi bénéficié des échanges avec l’expert international mobilisé en mars/avril.   **En termes de produits issus des activités**  Les produits issus de la réalisation des ces activités les plus marquant sont ceux relatifs aux appuis des services administratifs à savoir :   * la délivrance de 900 Cartes d’identité nationale et * l’émission de 31 certificats fonciers.   Les autres produits relatifs aux services financiers des MER/PER ne seront pas atteints qu’en 2010 après la finalisation de la mise en œuvre de toutes les activités prioritaires permettant de faciliter l’accès des MER/PER aux services financiers offerts par les réseaux d’institutions de micro-finance.  **COMPOSANTE 4 : INFRASTRUCTURES DE MARCHE ET INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS**  **En termes d’activité**  Les Principaux objectifs de cette composante Infrastructures de marché et investissements structurants ne sont pas encore atteints. Mais au vue l’avancement des activités, le programme est sur la bonne voie pour arriver à cette fin.  Outre la crise politique, deux facteurs seraient à la base des retards enregistrés dans l’exécution de la composante entre autres le non respect des délais contractuels de remise des rapports requis, particulièrement en raison du paiement tardif de leurs prestations ; et la non disponibilité du consultant pour la visite des sites validés avant l’élaboration des TdR des BE, particulièrement dans des régions éloignées comme Sofia.  Sous composante 41 : INFRASTRUCTURE PUBLIQUE   * Les réalisations enregistrées à date dans le domaine des pistes portent sur la réalisation d’environ 60% des études prévues et le démarrage des travaux de réhabilitation de 7,5 Km de piste. Au 31/12/2009, l’état d’avancement des activités de réhabilitation des pistes par région se présente comme suit : * **ANALAMANGA** : (i) Les travaux sont en cours pour la réhabilitation de 2 piste d’une longueur totale de 7,5 km ; (ii) le programme prévoit de lancer les DAO pour la réhabilitation de 7 ouvrages (1 pont, 5 ponceaux et 1 dalot) le 13 janvier 2010 ; et (iii) l’APS pour le traitement des points noirs sur une piste de 9 Km n’est pas encore terminé suite à la défaillance du BE. * **ITASY** : (i) les offres pour la réhabilitation d’une piste de 7 Km attendent la validation de la Commission d’appel d’offres du MINAGRI ; et (ii) les études relatives à la réhabilitation d’une piste de 25 Km sont reportées pour l’année 2010. * **HAUTE MATSIATRA** : (i) l’analyse des offres pour la réhabilitation d’une piste de 7 Km et d’un pont est en cours d’envoi au FIDA pour la non objection ; (ii) le programme prévoit de lancer les DAO pour la réhabilitation de 2 ponts courant janvier 2010 ; et iii) les études relatives à la réhabilitation de 2 pistes d’une longueur totale d’environ 40 Km sont reportées pour l’année 2010.   Il ressort de la situation décrite ci-dessus qu’il existe de fortes disparités régionales dans la mise en exécution du volet pistes rurales. En effet, la plupart des activités ont été réalisées dans la région d’Analamanga et, dans une moindre mesure, dans la région de Haute Matsiatra. La région de Vatovavy n’a pas encore démarré les activités tandis que la région de Sofia n’est qu’au stade des APS pour les pistes identifiées. Dans les activités réalisées, la région d’Itasy n’enregistre qu’une seule piste dont les travaux de réhabilitation sont au stade de l’analyse des appels d’offres.   * Les travaux d’adduction d’eau prévus pour 2009 concernent les régions de Sofia et Vatovavy. Les APS sont en cours d’élaboration pour Sofia et Vatovavy tandis que les études n’ont pas encore démarré pour Analamanga. Le début des travaux est donc reporté pour 2010.   Sous composante 42 : INVESTISSEMENTS COLLECTIFS DE SOUTIEN AUX FILIERES   * La prévision concernant cette sous composante consiste à démarrer environ 56% des travaux planifiés avant la fin de l’année 2009. Au 30/11/2009, l’état d’avancement des activités de cette sous composante se présente comme suit : * Les travaux de construction de 5 points de vente (PV) sur 10 prévus pour les 5 régions démarreront courant premier trimestre 2010 et les travaux de construction des 5 autres PV sont reportés pour 2010. * Les DAO pour la construction de 3 magasins de stockage dans la région d’Analamanga sont en approuvés courant décembre 2009. * L’élaboration du DAO pour la construction d’un atelier de travail pour les vannières dans la région de Haute Matsiatra est en cours.   à l’inverse des pistes rurales, les disparités régionales sont moins prononcées dans la mise en exécution des autres infrastructures. A l’exception de la région de Sofia dont les travaux sont tous au stade des APS, les travaux pour les autres régions sont soit au stade de l’élaboration des DAO, soit au stade de la finalisation des APD  En plus de la crise politique, 2 facteurs seraient à la base des retards enregistrés dans l’exécution de la composante : i) les BE n’ont pas respecté les délais contractuels de remise des rapports requis, particulièrement en raison du paiement tardif de leurs prestations ; et ii) la non disponibilité du consultant pour la visite des sites validés avant l’élaboration des TdR des BE, particulièrement dans des régions éloignées comme Sofia. Vu le volume important de travaux en infrastructures qui reste à réaliser pour les 2 prochaines années, la mission est d’avis qu’il faudrait recruter un responsable de la composante « Infrastructures » pour une durée ne dépassant pas 2 ans. Tout en étant basé à l’EPN, ce responsable passera au moins 50% de son temps dans les 3 régions les plus éloignées du siège de PROSPERER.  **En termes de Produits issus des activités**  Les produits attendus au titre de ce PTBA 2009 ne sont pas atteints, ils feront tous l’objet d’un glissement pour le PTBA 2010 du Programme.  **COMPOSANTE 5**: **SUIVI EVALUATION, CAPITALISATION ET COMMUNICATION**  **En termes d’activités**  Cette composante concerne les dimensions transversales destinées à faciliter l’exécution des autres composantes. Au plan de réalisations physiques, le taux de réalisation de la composante se chiffre à plus de 64 %. Les principaux objectifs de cette composante sont presque atteints, car la consolidation des activités du Programme est réalisée, l’opérationnalisation du système SE en phase de terminaison et la promotion des outils et moyens de communication en milieu rural est en marche mais le démarrage de l’élaboration du plan de communication a subi de retard mais sera disponible courant premier trimestre 2010.  Sous composante 51 : PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION   * Tout le personnel du Programme est recruté. * La plupart des formations du personnel prévues au PTBA sont réalisées; elles ont concerné la passation de marché, le management et le leadership, les outils de gestion comptable et financière (TOMPRO), la culture entrepreneuriale, la langue anglaise, la structuration du monde rural, et la gestion de site web (SPIP). Les équipes du Programme PROSPERER bénéficient aussi les formations en genre (ASEG) et approche des moyens d’existence durable (AMED) organisées par la CAPFIDA. Restent à faire les formations en procédures de finances publiques et en approche filière/chaîne de valeurs, au premier trimestre 2010. * L’avancement physique de l’acquisition des matériels, équipements informatiques/ logiciels, moyens de déplacement est de 85%. * L’opérationnalisation du système de suivi et d’évaluation (SE) est en cours. Elle a démarré en août 2009 et à la fin d’année 2009, les phases suivantes sont réalisées : Analyse et amélioration du cadre logique et des indicateurs, Elaboration du système de suivi-évaluation du Programme, Liaison entre dispositif de S&E et méthode de planification. Restent à faire au cours du premier trimestre 2010 la Validation, finalisation du dispositif de suivi-évaluation au niveau du programme PROSPEER, la Formation du personnel du projet et ses partenaires, et mise en place du dispositif S&E et le Test d’application du SSE et accompagnement du personnel du programme. * La Situation de référence du Programme est disponible. Pourtant la réalisation et le traitement des enquêtes ont été retardés en raison de la crise politique, de même les prestations inégales des ONG locales recrutées pour la collecte des données nécessitent une durée accrue pour le contrôle et l’apurement des données   Sous composante 52 : CAPITALISATION DES SAVOIRS ET COMMUNICATION   * Les campagnes de communication ont été poursuivies par district et par commune par les cadres de l’EPR (réunions et émissions radio) en début d’année 2009, puis les CE ont pris le relais à partir de mars 2009 * Concernant l’élaboration de la stratégie de communication du Programme, le recrutement d’un consultant s’étant révélé infructueux, la direction a opté pour une collaboration avec un Institut supérieur spécialisé en communication, lequel encadre une étudiante de Master II qui prépare la stratégie de communication du Programme pour son mémoire de fin d’études. Ainsi le plan de communication du Programme sera disponible courant février 2010. * 1 CIPE est installé en octobre à Manakara et quatre autres sont en cours de négociation avec des ONG ou les CCI. * Des conventions ont été signées avec six radios et la diffusion d’émission a démarré; le renforcement des capacités de diffusion des radios locales (équipements, fonctionnement) est en cours de réalisation. * Le premier numéro du Bulletin bimestriel des MER MIOITRA est édité et est diffusé. * le site du Programme [www.prosperer.mg](http://www.prosperer.mg) a été mis en ligne le 22 juin 2009. Il comprend 6 grandes rubriques (accueil, identification, vie du Programme, impact, communication et offres) et actuellement 83 articles.   **En termes de produits issus des activités**  Les Produits issus de la mise en œuvre de ces activités sont :   * Taux de réalisation des objectifs physiques du Programme est de 57% * PTBA 2010 est élaboré et remis dans le délai au FIDA * Cinq radios locales appuyées par le Programme * Plus de 71 émissions sur le programme réalisées * 6 000 Bulletins des MER diffusés * 1 138 visiteurs de CIPE enregistré * 2 643 visiteurs du site web enregistrés |
|  |

|  |
| --- |
| **Exécution prévue pour le semestre prochain (PTBA 2010) pour le Programme** |
| **COMPOSANTE 1** - **IDENTIFICATION ET MOBILISATION DES MER, DES PER ET STRUCTURATION DES INTERPROFESSIONS**  ***Sous composante 11 : Inventaire régional- Validation des MER et des PER- Dispositif d’appui local***     * La mise en œuvre des plans de développement de filières ; * L’opérationnalisation et le renforcement des Ivo Fanoitra/IF au niveau des 19 districts cibles du Programme.   **Sous composante 12 : Renforcement des structures professionnelles et de l’interface Public-Privé**  * Le renforcement des capacités opérationnelles des CCI, DRDE et DRDR ; et * Le renforcement de capacité des associations, groupements de base (AGB) et des organisations professionnelles (OP).  **COMPOSANTE 2 - SERVICES D’APPUI AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES ET FORMATION PROFESSIONNELLE** ***Sous composante 21 : Services d’appui adaptés aux micro-entreprises rurales existantes***   * Mise à niveau des PSE * 19 formateurs (PSE) mis à niveau en culture d’épargne et de crédit ; * 11 formateurs (PSE) mis à niveau en diagnostic et business plan ; * 53 formateurs (PSE) mis à niveau en technique et qualité ; * 4 types de référentiels standards – guides du formateur – supports de cours élaborés. * Renforcement de capacités des MER/PER existantes * 1030 MER/PER formées en culture d’épargne – crédit ; * 2005 MER/PER formées en technique et qualité ; * 85 MER/PER formées en langues étrangères et TIC ; * 1560 Business plan élaborés par les PSE et les CE ; * 4300 MER/PER accompagnées par les CE. * Appui au Développement et à la Promotion des Filières et Clusters * 1 central d’achat de bocaux mise en place et 37 lots de paquets technologiques transférés aux MER ; * 900 guides de bonne pratique édités ; * participation à des foires: * foires locales : 85 MER/PER bénéficiaires * foires nationales : 59 MER/PER bénéficiaires * 1 système d’information sur le marché opérationnel.  **Sous composante 2 : Formation professionnelles et apprentissages fondamentaux**   * Alphabétisation des jeunes et adultes ruraux * 660 Adultes alphabétisés * Apprentissage et formation professionnelle * 430 jeunes ruraux mis en apprentissage ; * 130 jeunes ayant suivi une formation professionnelle ; * 200 jeunes ayant bénéficié de kit de démarrage.   **COMPOSANTE 3 - FINANCES RURALES ET GESTION DES RISQUES**   **Sous composante 1 : Accès aux crédits**  * La finalisation des conventions de partenariat avec FENU/PNUD, CNMF, et IFC pour la mise en œuvre de la composante 3 ; * La facilitation de l’accès aux services financiers pérennes pour les MER par la création de nouveaux points de services, le renforcement des points de services déjà existants et le renforcement des services administratifs locaux (implantation de guichets fonciers, opération CIN, informatisation des greffes des tribunaux) ; * L’adaptation des produits financiers des institutions de micro-finance partenaires du Programme aux besoins des MER ; * Le démarrage de l’offre de crédits à moyen terme (Crédit bail,  crédit coup de pouce et crédit de croissance) en favorisant l’accès des MER/PER femmes ; * Le renforcement de l’engagement du secteur financier en soutien aux investissements des MER par la mise en place de la Facilité d’Investissement Rural (FIR).  **Sous composante 2 : Outils de gestion des risques**  * L’appui du Programme à l’opérationnalisation du groupe de réflexion sur les financements agricoles et ruraux pour la mise à disposition d’une politique et des stratégies adaptées aux financements agricoles et rurales ; * La réduction des risques d’impayé supportés par les établissements financiers sur leur portefeuille de crédits octroyés à des MER/PER par la mise en place de la Facilité de Partage de Risques (FPR) ; et * La réduction des risques de perte d’exploitation encourus par les MER/PER par la mise en place de micro-assurances (FAPEX).   **COMPOSANTE 4 - INFRASTRUCTURES DE MARCHE ET INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS**    ***Sous composante 1 : Infrastructures publiques***   * La réalisation des travaux de réhabilitation de 16 kilomètres de piste; * La réhabilitation des ouvrages reliant en tous 141 kilomètres de piste ; * L’exécution du travaux de mise en place d’un puits gravitaire.   ***Sous composante 2 : Investissements collectifs de soutien aux filières***   * L’exécution du travaux d’aménagement d’une boutique d’intrants mis en place ; * L’exécution des travaux de construction de neuf (09) pavillons de vente ; * L’exécution des travaux de construction de quatre (04) magasins de stockage; * L’exécution des travaux de mis en place d’un (01) centre de multiplication de plants; * L’exécution du travaux de construction d’un (01) centre polyvalent d’affaire.  COMPOSANTE 5 : SUIVI-EVALUATION, CAPITALISATION ET COMMUNICATION**Sous composante 1 : Planification et Suivi-évaluation**  * L’opérationnalisation du Système de SE au niveau de l’EPN, des EPRs et des IF ; * Le renforcement des capacités de personnel sur des thèmes ciblés.   ***Sous composante 2 : Capitalisation de savoirs et communication***   * La mise en œuvre du plan de communication et le développement des outils de communication en milieu rural; * La mise en place de Sept centres d’information régionaux (CIPE)  sont ouverts et en synergie avec les IF; * La mise en œuvre des actions de capitalisation et de gestion des savoirs. |

**B Réalisation des Objectifs de développement**

|  |
| --- |
| **Objectifs du développement du Projet** |
| **L’objectif général** du programme PROSPERER est de promouvoir l’augmentation des revenus par la consolidation de micro-entreprises rurales aux niveaux local et régional.  **Les objectifs spécifiques** du programme sont les suivants:   1. Créer et appuyer un réseau d’organisations professionnelles, de corps de métiers et de fédérations interprofessionnelles qui répondront aux besoins de développement des entreprises rurales; 2. Contribuer à l’élaboration d’un cadre institutionnel et de la politique nationale en matière d’appui aux micro-entreprises rurales; 3. Améliorer la compétitivité des micro-entreprises rurales pour renforcer les performances des clusters et filières au sein des pôles économiques régionaux; 4. Permettre aux entrepreneurs d’accéder à des services financiers et non financiers pérennes ainsi qu’aux marchés, dans un environnement favorable de gestion de risques;   **En termes d’effets**  7601 MER sont appuyées par le programme soit à 114% de bénéficiaires directs prévus pour 2009. Mais ces bénéficiaires représentent le 52,71% des MER/PER validées ayant bénéficié des services non financiers au cours de cette année 2009. La désagrégation par genre nous informe que 3 290 MER soit 43,28% sont des hommes tandis que 4 311 MER soit 56,71% sont des femmes.   1. Créer un environnement structurant favorisant la modernisation des filières rurales. |
|  |